

LES FRANÇAIS DES ÉPARGNANTS AGUERRIS MAIS EN MAL D'ÉDUCATION FINANCIÈRE

AVRIL 2026

LES ÉPARGNANTS EN RECHERCHE DE SÉCURITÉ ET DE LIQUIDITÉ.....	2
DES ÉPARGNANTS DE PLUS EN PLUS OPPORTUNISTES	3
DES ÉPARGNANTS AGILES MAIS INSUFFISAMMENT ARMÉS DANS UN ENVIRONNEMENT FINANCIER DE PLUS EN PLUS COMPLEXE.....	4

Les Français des épargnants aguerris mais en mal d'éducation financière

Avec un taux d'épargne atteignant 18,3 % du revenu disponible brut en 2025, les ménages français figurent parmi les plus grands épargnants d'Europe. Cette abondance d'épargne alimente depuis longtemps un débat récurrent : les Français épargnent beaucoup, mais mal. De nombreux économistes estiment que la structure de leur patrimoine, largement orientée vers les placements sécurisés et l'épargne réglementée, traduirait un déficit d'éducation financière et une aversion excessive au risque, pénalisant à la fois les épargnants eux-mêmes et le financement de l'économie. Ce diagnostic, souvent repris dans le débat public, mérite pourtant d'être nuancé. La préférence pour les placements sûrs ne constitue ni une singularité française ni nécessairement le signe d'une mauvaise compréhension des mécanismes financiers. Elle s'inscrit aussi dans une histoire économique et institutionnelle particulière, marquée par le poids du système de retraite par répartition, par un cadre réglementaire protecteur et par une forte sensibilité collective aux risques patrimoniaux. L'évolution récente des comportements d'investissement invite d'ailleurs à relativiser l'idée

d'une inertie des épargnants. La montée en puissance des placements boursiers, l'essor des ETF et l'arrivée d'une nouvelle génération d'investisseurs témoignent d'une transformation progressive du rapport des Français à l'épargne et au risque.

Dans ce contexte, la question n'est peut-être pas tant celle d'un supposé manque d'éducation financière que celle des conditions dans lesquelles les ménages arbitrent entre sécurité, rendement et horizon de placement. Comprendre ces arbitrages suppose d'analyser à la fois les caractéristiques du système financier français, les transformations sociologiques de l'épargne et le rôle croissant des facteurs comportementaux dans les décisions d'investissement.

LES ÉPARGNANTS EN RECHERCHE DE SÉCURITÉ ET DE LIQUIDITÉ

Les Français placent plus de 60 % de leur épargne dans des produits de taux, avec une forte composante d'épargne réglementée. De nombreux économistes estiment que cette préférence est

préjudiciable tant pour les épargnants que pour l'économie française. Elle n'est pourtant pas l'apanage des seuls épargnants français : les Allemands ou les Italiens ne diffèrent guère en la matière. La priorité donnée à la sécurité dépasse les frontières hexagonales.

Les Français effectuent en permanence des arbitrages au sein du triangle magique de l'épargne : sécurité, liquidité et rendement. Ils déplacent le curseur tout en veillant, toujours, à trouver l'équilibre qui leur correspond le mieux. L'épargne qui est une renonciation à la consommation constitue un effort ; il est donc compréhensible que les ménages prennent des risques calculés. Au Royaume-Uni, aux États-Unis ou aux Pays-Bas, le poids des actions y est supérieur en raison du rôle joué par les fonds de pension. Or, ces derniers, afin de garantir un rendement à leurs adhérents, allouent une part non négligeable des primes collectées aux actions. En France, le choix du tout répartition à la fin de la Seconde Guerre mondiale a comme corollaire une moindre exposition aux actions.

L'épargne est ainsi une affaire de culture, de traditions et de structures économiques.

DES ÉPARGNANTS DE PLUS EN PLUS OPPORTUNISTES

La mauvaise allocation de l'épargne et le déficit d'éducation financière sont de vieilles antiennes. Raymond Barre et René Monory le soulignaient déjà dans les années 1970. Faut-il dès lors considérer que la non-prise de risque est imputable uniquement au faible niveau d'éducation financière, ou relève-t-elle davantage de facteurs culturels ?

Un comportement pragmatique

La moindre propension des Français à investir en actions s'explique notamment par la faiblesse des fonds de pension dans le pays, la priorité ayant été donnée, à partir de 1945, au système par répartition pour financer les retraites.

Les Français n'en demeurent pas moins des épargnants pragmatiques, capables de faire évoluer leurs choix de placements en fonction des rendements. Ainsi, dans les années 1980, ils ont plébiscité les SICAV monétaires, qui offraient alors des rendements dépassant 5 %, avant de se tourner massivement vers les fonds en euros de l'assurance vie. En 2023, ils ont renoué avec les dépôts à terme, redevenus attractifs après la remontée des taux d'intérêt. En 2025, ils ont délaissé le Livret A au profit de l'assurance vie, qui a

enregistré l'une de ses meilleures années avec une collecte nette de plus de 50 milliards d'euros.

De plus en plus d'actionnaires

Depuis la crise sanitaire, le paysage de l'investissement des particuliers a été profondément bouleversé. Selon l'étude *New Retail Investors in France*, publiée par l'OCDE en novembre 2023, près de 800 000 nouveaux investisseurs particuliers sont entrés sur les marchés financiers français entre 2020 et 2023.

La singularité de ce mouvement tient à sa sociologie : une majorité de ces nouveaux entrants ont moins de 35 ans, disposent souvent d'un niveau de diplôme élevé et maîtrisent les outils numériques.

Cette vague d'investisseurs se distingue moins par son volume que par ses choix d'allocation. Là où les générations précédentes privilégiaient l'épargne réglementée, l'assurance vie en euros ou l'immobilier, les nouveaux investisseurs affichent une appétence marquée pour les actifs volatils. Plus de 50 % d'entre eux détiennent des cryptoactifs, contre environ 25 % dans l'ensemble de la population. Ce différentiel n'est pas anodin : il traduit une tolérance au risque sensiblement plus élevée et un rapport au temps profondément différent.

Les épargnants français sont également de plus en plus adeptes des fonds indiciels (ETF), qui permettent d'accéder, à faible coût, aux marchés actions. Ce phénomène concerne en premier lieu les jeunes. Selon plusieurs plateformes de gestion pilotée, près de 40 % des flux nets des particuliers vers les ETF proviennent désormais des moins de 35 ans.

DES ÉPARGNANTS AGILES MAIS INSUFFISAMMENT ARMÉS DANS UN ENVIRONNEMENT FINANCIER DE PLUS EN PLUS COMPLEXE

Si les Français ont démontré leur capacité à adapter leur choix de placements en fonction de l'évolution du contexte économique et financier, ces derniers sont encore trop souvent victimes de tromperies et d'escroqueries. Les cas dénombrés par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) mettent régulièrement en évidence un déficit de culture financière en France, et rappellent l'importance de mesurer les risques encourus avant d'investir.

Un niveau en mathématiques et en sciences en recul

Plusieurs institutions ont estimé, à travers différents indicateurs, que le niveau d'éducation financière était relativement faible en France. Ce niveau est en partie lié à celui des

compétences en mathématiques et en sciences, qui tend à reculer depuis plusieurs années.

Selon les résultats de l'enquête *Trends in International Mathematics and Science Study (TIMSS)*, la France se situait en 2023 dernière parmi les pays européens participants, juste derrière la Belgique francophone.

Réalisée tous les quatre ans, cette enquête mesure les compétences en mathématiques et en sciences des élèves de CM1 et de quatrième dans une cinquantaine de pays.

Au sein de l'OCDE, la France se situe également dans les derniers rangs, devant seulement le Chili. Les pays en tête du classement sont Singapour, Taïwan, le Japon et la Corée du Sud.

Un niveau d'éducation financière moyen

En 2012, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a défini l'éducation financière comme la : « *combinaison de conscience financière, de connaissance, d'habileté, d'attitudes et de comportements nécessaires pour prendre les bonnes décisions financières et parvenir à un bien-être financier individuel* ».

Les évaluations conduites par l'organisation internationale, notamment via le programme INFE (*International Network on Financial Education*), fournissent un référentiel permettant de mesurer les compétences financières des adultes dans plus de trente pays.

Les enquêtes de l'OCDE s'appuient sur trois dimensions :

- les connaissances financières ;
- les comportements financiers ;
- les attitudes face au risque et à l'anticipation du long terme.

Si certains pays comme les Pays-Bas ou l'Allemagne enregistrent des scores élevés, la grande majorité des États, dont la France, affichent des résultats moyens.

Avec un score de 12,45 sur 20 (soit 62,25 %), le niveau de culture financière des Français âgés de 18 ans et plus mesuré fin 2023 dans l'enquête de l'OCDE n'a guère progressé depuis 2021. La France occupe ainsi la 14^e place sur 39 pays étudiés.

Les effets négatifs d'une culture financière insuffisante

Un niveau insuffisant de culture financière n'est pas sans conséquence pour les épargnants.

Il expose, en premier lieu, aux escroqueries en ligne. Les arnaques numériques se multiplient : les atteintes numériques ont progressé de 74 % entre 2019 et 2024, selon le ministère de l'Intérieur.

Les jeunes sont les principales victimes de ces malversations digitales. Près de 60 % des moins de 25 ans déclarent avoir déjà été confrontés à une escroquerie en ligne, soit près de deux fois plus que les personnes âgées de plus de 60 ans.

Pour effectuer leurs choix en matière de placement, les jeunes se fient principalement à leur entourage ou aux réseaux sociaux, qui constituent, selon l'AMF et l'OCDE, la première source d'information des 18-24 ans (41 %).

Féru de jeux en ligne et familiers des environnements numériques, ils sous-estiment souvent les risques encourus. À l'inverse, ils tendent à surestimer leurs connaissances financières et aspirent à réaliser rapidement des gains importants grâce à leurs investissements.

Faute d'information et de culture financière suffisantes, les épargnants peuvent ainsi adopter des comportements excessivement risqués.

En second lieu, une culture financière insuffisante peut

conduire à des choix de placement peu optimisés, à privilégier des produits à faible rendement ou à se montrer excessivement naïf face à certaines offres.

Les ménages les plus modestes, disposant souvent de moindres connaissances financières, concentrent l'essentiel de leur épargne dans des produits de taux à faible rendement, comme le Livret A ou les livrets bancaires ordinaires.

*

L'image d'un épargnant français mal informé et irrationnel mérite d'être nuancée. Les ménages français ont démontré au fil des décennies leur capacité d'adaptation aux évolutions économiques et financières. L'orientation de l'épargne vers les produits sécurisés traduit moins une ignorance financière qu'une préférence collective pour la prudence, forgée par l'histoire économique et par l'organisation du système de protection sociale.

L'épargne française n'est donc pas immobile. Elle évolue au gré des cycles financiers, des niveaux de taux d'intérêt et des innovations technologiques. L'essor récent des investissements boursiers, des ETF ou encore des cryptoactifs témoigne d'une diversification progressive des

comportements, notamment chez les jeunes générations.

Pour autant, les défis demeurent importants. Dans un univers financier de plus en plus complexe, marqué par la multiplication des produits et des canaux d'information, la diffusion d'une culture financière solide devient un enjeu économique et social majeur. Elle conditionne la capacité des ménages à protéger leur patrimoine, à préparer le long terme et à orienter leur épargne vers des investissements productifs.

L'éducation financière ne doit toutefois pas être pensée uniquement comme une transmission de connaissances techniques. Elle suppose également d'intégrer les dimensions comportementales de la décision économique, afin d'aider les épargnants à mieux comprendre leurs propres biais et à prendre des décisions plus éclairées. C'est à cette condition que l'abondante épargne des ménages français pourra pleinement jouer son rôle au service de leur sécurité financière comme du financement de l'économie.